



COMMISSION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE

Soixante-troisième session  
17-23 mai 2007  
Almaty (Kazakhstan)

**QUESTIONS DE POLITIQUE GÉNÉRALE INTÉRESSANT LA RÉGION DE LA CESAP:  
INCIDENCES DE L'ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE RÉCENTE**

(Point 3 a) de l'ordre du jour provisoire)

**RAPPORT SUR LA SITUATION ÉCONOMIQUE ACTUELLE DANS LA RÉGION  
ET LES PROBLÈMES DE POLITIQUE GÉNÉRALE CONNEXES**

*Note du secrétariat*

**RÉSUMÉ**

Il ressort de l'étude annuelle sur la situation économique et sociale en Asie et dans le Pacifique (*Economic and Social Survey of Asia and the Pacific 2007*) qu'en 2006, la région de l'Asie et du Pacifique a connu une croissance forte, de 7,9 % pour les pays en développement et de 2,2 % pour les pays développés. Reflétant l'intégration rapide de la région dans l'économie mondiale et les secteurs dans lesquels la région est la plus compétitive au niveau international, l'expansion a surtout concerné l'industrie et les services, l'agriculture connaissant une croissance moindre. La croissance économique a été généralisée, toutes les sous-régions présentant de bons résultats. Les pays d'Asie du Nord et d'Asie centrale, ainsi que l'Australie, l'Iran et d'autres, ont vu leurs exportations de produits de base augmenter de manière soutenue, tandis que l'Asie de l'Est a enregistré une forte demande pour ses produits manufacturés, dans le secteur de l'électronique notamment.

Pour les pays en développement de la région, 2007 devrait être une nouvelle année de croissance économique dynamique, même si à 7,4 %, la croissance prévue serait un peu plus faible qu'en 2006. La conjoncture économique extérieure devrait être moins favorable du fait du ralentissement de l'économie américaine. On s'attend aussi à un léger recul de la demande mondiale d'électronique, ce qui pourrait avoir des répercussions pour l'économie de la région. Dans le même temps, le relâchement des prix des produits de base, dont le pétrole, sera un bienfait tout relatif pour la région.

L'étude évalue aussi le coût économique et social de la discrimination à l'égard des femmes, notamment au regard des pertes économiques qu'elle entraîne du fait que les femmes sont sous-représentées dans la population active et qu'elles sont moins instruites. On fait le bilan des progrès accomplis en matière d'égalité entre les sexes dans quatre domaines (participation économique, éducation, santé et autonomisation) dans le cadre d'une analyse comparative mettant en lumière les pratiques optimales. L'étude contient aussi une analyse de la situation au regard des disparités entre les sexes et de leurs facteurs causaux, ainsi que des recommandations visant à réduire la discrimination sexuelle dans la région.

Le présent rapport contient aussi un aperçu des progrès réalisés par les pays à économie en transition de la région en ce qui concerne leur intégration à l'économie régionale et mondiale. On a analysé les tendances macroéconomiques ainsi que le rôle que la CESAP peut jouer dans l'intégration desdits pays à l'économie régionale grâce aux échanges internationaux, aux technologies de l'information et de la communication et à la mise en œuvre de programmes spéciaux. La Commission est invitée à donner son avis sur les questions abordées dans le document.

## TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
I. INCIDENCES DE L'ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE RÉCENTE .....	1
II. PERSPECTIVES POUR 2007 .....	5
III. QUESTION ET ENJEUX DE POLITIQUE GÉNÉRALE.....	8
A. Prix pétroliers .....	8
B. Faiblesse de la demande intérieure.....	8
C. Vulnérabilité économique .....	9
D. Problèmes structurels .....	11
E. Croissance verte .....	11
F. Récolter le « dividende démographique » .....	12
G. Pauvreté urbaine .....	12
IV. DISCRIMINATION FONDÉE SUR LE SEXE .....	13
V. INTÉGRATION DES PAYS EN TRANSITION À L'ÉCONOMIE RÉGIONALE ET MONDIALE ET RÔLE DE LA CESAP .....	15
A. Tendances macroéconomiques.....	15
B. Intégration par le commerce.....	16
C. Intégration par les TIC .....	17
D. Exécution du Programme spécial pour les économies d'Asie centrale.....	18

## I. INCIDENCES DE L'ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE RÉCENTE

1. Dans l'étude annuelle sur la situation économique et sociale en Asie et dans le Pacifique (*Economic and Social Survey of Asia and the Pacific 2007*), le secrétariat présente une analyse de l'évolution économique de la région dans le contexte de la conjoncture mondiale et s'emploie à dégager les principaux problèmes de fond auxquels la région est confrontée. L'édition de 2007 porte aussi sur le coût de la discrimination sexuelle en Asie et dans le Pacifique et sur les actions que les gouvernements peuvent entreprendre pour y remédier.

2. Pour la huitième année consécutive, les économies en développement de l'Asie et du Pacifique ont dépassé toutes les autres régions du monde en termes de croissance, avec un taux spectaculaire de 7,9 % en 2006, contre 7,6 % l'année précédente (voir le tableau). En 2006, elles ont contribué pour plus d'un tiers à la croissance mondiale, ce qui fait que la région est en train de devenir la locomotive de l'économie mondiale. Reflétant l'intégration rapide de la région dans l'économie mondiale et les secteurs dans lesquels la région est la plus compétitive au niveau international, l'expansion a surtout concerné l'industrie et les services, l'agriculture connaissant une croissance moindre.

3. La fermeté de la demande extérieure est restée une source majeure de croissance pour beaucoup de pays de la région, le ralentissement tant annoncé de la croissance américaine ne s'étant pas concrétisé de la manière attendue en 2006, et la reprise confirmée de l'économie japonaise a apporté un stimulant supplémentaire. À cet égard, la Chine et l'Inde sont apparues comme des moteurs importants de la demande. Outre qu'elle a servi de plate-forme d'exportation pour la région, la Chine a contribué, par son énorme demande de matières premières et de combustible, à maintenir élevés les cours mondiaux du pétrole et des produits de base, ce dont ont profité les pays la région qui exportent ces produits, de la République islamique d'Iran à l'Australie en passant par la Mongolie.

4. La croissance a été généralisée et toutes les sous-régions présentent de bons résultats. L'envolée des prix du pétrole a entraîné avec elle le produit intérieur brut (PIB) des exportateurs de pétrole et de gaz de l'Asie du Nord et de l'Asie centrale, régions promues de ce fait au rang des régions en plus forte croissance du monde. En tête de peloton se trouve l'Azerbaïdjan, qui a connu une croissance stupéfiante de 34,5 %, la plus forte du monde. Les autres grands exportateurs de pétrole et de gaz de la sous-région affichent aussi une forte croissance, estimée à 10,5 % pour le Kazakhstan, 6,7 % pour la Fédération de Russie et 14 % pour le Turkménistan. L'expansion du secteur des hydrocarbures s'est accompagnée d'une hausse de la demande de services et d'investissements. Au cours des neuf premiers mois de 2006, la formation de capital fixe a augmenté en Fédération de Russie de 11,7 % (en glissement annuel); la demande de services a aussi augmenté. Le commerce de détail a progressé en Azerbaïdjan de 12,7 % au cours des 10 premiers mois de l'année, en Fédération de Russie de 12,5 % et au Turkménistan de 23,4 % durant le premier semestre. Cette progression a aussi été forte partout ailleurs dans la sous-région.

**Tableau. Taux de croissance économique et d'inflation dans quelques économies de la région de la CESAP en 2004-2007***(Pourcentage)*

	PIB réel				Inflation a/			
	2004	2005	2006 b/	2007 c/	2004	2005	2006 b/	2007 c/
<b>Économies en développement de la région de la CESAP d/</b>	<b>7.8</b>	<b>7.6</b>	<b>7.9</b>	<b>7.4</b>	<b>4.6</b>	<b>4.3</b>	<b>4.3</b>	<b>3.8</b>
<b>Asie de l'Est et du Nord-Est</b>	<b>8.4</b>	<b>8.1</b>	<b>8.5</b>	<b>7.8</b>	<b>3.3</b>	<b>2</b>	<b>1.6</b>	<b>2.1</b>
Chine	10.1	10.4	10.7	9.9	3.9	1.8	1.5	2
Hong Kong (Chine)	8.6	7.3	6.2	5.7	-0.4	0.9	2	2.3
Mongolie	10.6	6.2	7.5	6	11	9.5	5.1	..
Province chinoise de Taiwan	6.1	4	4.2	4.1	1.6	2.3	0.6	1.7
République de Corée	4.7	4	5.2	4.8	3.6	2.7	2.5	2.5
<b>Asie du Nord et Asie centrale</b>	<b>7.5</b>	<b>7.1</b>	<b>7.5</b>	<b>7.1</b>	<b>10</b>	<b>11.8</b>	<b>9.4</b>	<b>8.8</b>
Arménie	10.5	13.9	13.4	8	6.9	0.6	2.9	3
Azerbaïdjan	10.2	26.4	34.5	30	6.7	9.6	8.3	8
Fédération de Russie	7.2	6.4	6.7	6.4	10.9	12.7	9.7	9
Géorgie	5.9	9.3	7	5	5.7	8.2	9.2	7
Kazakhstan	9.6	9.5	10.5	10	6.9	7.6	8.6	7.5
Kirghizistan	7	-0.6	2.7	6	4.1	4.3	5.7	5.4
Ouzbékistan	7.7	7	7.3	6.5	1.7	6.9	7.5	8
Tadjikistan	10.6	6.7	7	7	6.8	7.8	11.9	6.5
Turkménistan	9	6	14	7	5.9	10.6	11	9.7
<b>Pacifique</b>	<b>3.8</b>	<b>2.7</b>	<b>3.8</b>	<b>3.7</b>	<b>3.4</b>	<b>2.4</b>	<b>2.8</b>	<b>2.7</b>
Fidji	5.3	0.7	3.6	2	3.3	2.7	3.5	4
Iles Cook	4.3	0.1	1.8	3.5	0.9	2.5	3	1.5
Iles Salomon	8	5	6.2	5	6.7	7.2	8.2	8.4
Papouasie-Nouvelle-Guinée	2.7	3.3	3.7	4.5	2.1	1.7	1.7	1.5
Samoa	3.7	5.1	3.5	4.7	16.3	1.9	3.2	4
Tonga	1.4	2.3	1.9	0.9	11	9.6	7.2	..
Vanuatu	5.5	6.8	7	7	1.6	0.9	2.3	2.4
<b>Asie du Sud et du Sud-Ouest e/</b>	<b>7.4</b>	<b>8</b>	<b>7.8</b>	<b>7.4</b>	<b>6.3</b>	<b>6.7</b>	<b>7.6</b>	<b>6.2</b>
Bangladesh	6.3	6	6.7	6	5.8	6.5	7.2	7
Inde	7.5	9	9.2	9	3.8	4.4	6	5
Iran (République islamique d')	4.8	5.4	6.1	6	15.2	12.1	11	9.1
Népal	3.8	2.7	1.9	4.3	4	4.5	8	6
Pakistan	7.5	8.6	6.6	7	4.6	9.3	8	7
Sri Lanka	5.4	6	7	6.5	7.6	11.6	13	7
Turquie	8.9	7.4	6	5	8.6	8.2	9.5	7.1
<b>Asie du Sud-Est</b>	<b>6.5</b>	<b>5.6</b>	<b>5.9</b>	<b>5.6</b>	<b>4.1</b>	<b>6</b>	<b>6.8</b>	<b>4.4</b>
Cambodge	10	13.4	8	7	3.9	5.8	5	4
Indonésie	5.1	5.6	5.5	6.2	6.1	10.5	13.1	6.8
Malaisie	7.1	5.3	5.6	5.7	1.4	3	3.6	3.2
Philippines	6	5	5.5	5.6	6	7.7	6.5	4.5
République démocratique populaire lao	6.9	7.2	7.5	7.6	10.5	7.2	7	7
Singapour	8.7	6.4	7.6	4.7	1.7	0.4	1	1.5
Thaïlande	6.2	4.5	5	4.7	2.8	4.5	4.6	3.6
Viet Nam	7.8	8.4	8.2	8.3	7.8	8.3	7.5	6.8
<b>Économies développées de la région de la CESAP</b>	<b>2.8</b>	<b>2</b>	<b>2.2</b>	<b>2</b>	<b>0.2</b>	<b>0</b>	<b>0.5</b>	<b>0.9</b>
Australie	3.6	2.7	2.5	3	2.3	2.7	3.5	2.5
Japon	2.7	1.9	2.2	1.9	0	-0.3	0.2	0.7
Nouvelle-Zélande	4.2	2.1	1.9	1.8	2.3	3.1	3.4	2

Sources: CESAP (sur la base de sources nationales); FMI, *International Financial Statistics CD-ROM* (Washington, FMI, septembre 2006); BAsD, *Key indicators of Developing Asian and Pacific Countries 2006* (Manille, BAsD, 2006); site Web du Comité de statistique de la CEI, <cisstat.com>, 26 février 2007; calculs de la CESAP.

a/ Modifications de l'indice des prix à la consommation.

b/ Estimation.

c/ Prévisions/objectif.

d/ D'après les données concernant 38 pays (en développement) représentant plus de 95% de la population de la région (république d'Asie centrale incluses). Pour 2004, on a utilisé les chiffres du PIB aux prix du marché en dollars des États-Unis de 2000 comme coefficients de pondération pour le calcul des taux de croissance régionaux et sous-régionaux. Pour les pays et territoires insulaires du Pacifique en 2006, les estimations sont basées sur les chiffres disponibles.

e/ Les estimations et prévisions par pays concernent les exercices financiers définis comme suit: exercice financier 2004-2005 = 2004 pour l'Inde, le Myanmar et la République islamique d'Iran; exercice financier 2003-2004 = 2004 pour le Bangladesh, le Népal et le Pakistan.

5. En Asie de l'Est et en Asie du Nord-Est, la croissance est passée de 8,1 % en 2005 à 8,5 % (estimation) en 2006. Encore une fois, c'est la forte expansion de la Chine (10,7 %) qui a dominé le tableau. La croissance du secteur des services y a été particulièrement remarquable (10,3 %); cela est vrai aussi pour la République de Corée (5 %) et Hong Kong (Chine) (6,5 %). Pour ce qui est de la demande, la part des exportations dans le PIB de la Chine a atteint 37 %, bien que leur croissance se soit ralentie, passant de 28,4 % en 2005 à 27,2 % en 2006. Par ailleurs, la part de la formation brute de capital fixe dans le PIB est passée de 42,6 à 43,6 %. La réorientation de l'économie vers la demande des consommateurs continue de se faire attendre, la consommation privée ayant représenté en 2006 37 % du PIB, contre 38 % précédemment.

6. À quelques exceptions près, les pays du Pacifique ont affiché en 2006 une croissance économique positive, allant d'un peu moins de 2 % pour les Tonga à plus de 6 % pour Vanuatu. Cette croissance a été emmenée par le secteur primaire en Papouasie-Nouvelle-Guinée et par les services dans les pays plus petits. La plupart des pays de la sous-région ont continué de connaître un déficit commercial, les importations, renchéries par la hausse des prix pétroliers, restant supérieures aux exportations. Dans beaucoup de ces pays, le déficit commercial a été largement financé par l'aide et les envois de fonds des travailleurs émigrés. Il est donc essentiel que ces pays tirent davantage de recettes du tourisme et reçoivent plus d'investissements étrangers directs pour équilibrer leur balance des paiements et conserver leurs réserves en devises.

7. L'Asie du Sud et l'Asie du Sud-Ouest ont maintenu une forte croissance économique. L'Inde, pays le plus grand de la sous-région sur le plan économique, s'est montrée le plus dynamique avec une croissance de 9,2 %. L'Afghanistan, le Bangladesh, le Pakistan et Sri Lanka ont affiché des taux de croissance supérieurs à 6,5 %, attribuables en premier lieu à l'industrie et aux services. Tous ces pays ont vu la valeur de leurs exportations augmenter, mais moins que celle de leurs importations, en partie à cause du renchérissement du pétrole, qui a creusé le déficit de la balance courante au Pakistan, à Sri Lanka et en Turquie. Grâce à son pétrole, la République islamique d'Iran, qui en est le seul exportateur net de la sous-région, a enregistré une croissance de 6,1 % et vu son excédent courant encore gonfler.

8. Tirée par une demande extérieure forte, la croissance de l'Asie du Sud-Est s'est établie à pas moins de 5,9 % en 2006, contre 5,6 % en 2005. Comme les années précédentes, c'est surtout la demande d'électronique (et dans une moindre mesure, de produits de base) qui a été la source première de croissance. Il ressort des estimations que les comptes courants des grandes économies de la sous-région sont de ce fait restés excédentaires, entre 25,9 % à Singapour et, plus modestement, 0,9 % pour le Viet Nam. Comme dans les autres sous-régions, les prix pétroliers ont exercé une pression inflationniste. Nombreux sont les pays qui ont laissé leurs taux de change s'apprécier plutôt que de recourir au seul relèvement des taux d'intérêt pour calmer l'économie. Cette appréciation a permis aux autorités monétaires de mettre un terme au resserrement des taux d'intérêt décidé en 2004.

9. Dans les trois pays développés de la région, la croissance a été modeste. En Australie et en Nouvelle-Zélande, les contraintes de capacité se sont aggravées, provoquant une pression inflationniste, tandis que le Japon, qui a connu une revalorisation limitée des salaires malgré des signes de pénurie de main-d'œuvre, attendait toujours de voir se confirmer la sortie de la déflation. La hausse des revenus du travail a alimenté la consommation des ménages en Australie et en Nouvelle-Zélande, alors qu'au Japon la consommation des ménages s'est ressentie de l'atonie des revenus. Grâce à la croissance économique vigoureuse des dernières années, la situation financière de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande est restée saine. En revanche, l'importante dette publique accumulée par le Japon au cours de la longue récession des années 1990 a continué de grever ses perspectives budgétaires.

10. Les monnaies asiatiques se sont bien comportées en 2006, ce qui reflète des excédents courants et des flux de capitaux (y compris spéculatifs) supérieurs aux prévisions. Les taux d'intérêt élevés pratiqués par certains pays, le goût des investisseurs pour le risque et la surabondance de liquidités à l'échelle mondiale ont attiré des niveaux record de capitaux mobiliers dans la région. Les principales devises se sont notablement appréciées malgré les sorties soudaines de capitaux mobiliers au milieu de 2006, qui ont durement secoué les bourses de la région et entraîné une dépréciation des monnaies. Concernant la crainte largement répandue de voir le mouvement d'appréciation des monnaies saper la compétitivité des secteurs d'exportation, on notera que les fluctuations réelles des taux de change – la meilleure mesure de la compétitivité – cachaient une appréciation d'une ampleur moindre que l'appréciation nominale vis-à-vis du dollar des États-Unis.

11. Les pays en développement de la région ont continué à accumuler des devises, dont ils détenaient déjà des réserves importantes, atteignant le niveau record de 2 500 milliards de dollars des États-Unis à la fin de 2006. Six pays ou territoires (la Chine, la République de Corée, l'Inde, la Fédération de Russie, Hong Kong (Chine) et la province chinoise de Taiwan) détenaient 82 % du total des réserves en devises. Avec 40 % des réserves totales des pays en développement de la région (près de 1 000 milliards de dollars des États-Unis), la Chine a supplanté le Japon comme premier détenteur de devises étrangères.

12. L'énorme appétit de la région pour les devises s'explique sans doute en partie par la crise financière asiatique, mais le gonflement important des réserves enregistré en 2006 indique une volonté persistante d'exercer une pression à la baisse sur les taux de change par le biais d'interventions publiques. Le temps est venu d'examiner avec sérieux les avantages et les désavantages qu'il y a à détenir des quantités excessives de devises étrangères. Il convient de mettre en balance le niveau de réserves que la prudence impose afin de protéger le pays contre l'instabilité financière et les éventuels coûts quasi budgétaires et pertes financières.

13. La balance des comptes courants s'est détériorée dans l'ensemble de la région, essentiellement à cause de la facture pétrolière en hausse, même si l'impact en a été quelque peu amorti par l'appréciation des monnaies, qui a rendu les importations moins chères. Par ailleurs, de bons résultats à l'exportation ont permis à nombre de pays de pallier certains effets du renchérissement du pétrole.

Les exportations de la région ont augmenté à un taux impressionnant de 18 %, semblable à celui enregistré en 2005, tandis que les importations ont augmenté de 19 %, contre 17 % en 2005. De ce fait, les pays de la région ont accumulé des excédents plus importants que prévu de leurs comptes courants.

14. Les exportations de la région ont bénéficié d'une demande mondiale vigoureuse, d'un redressement du secteur des technologies de l'information et, pour certains pays, des restrictions commerciales imposées à la Chine dans le secteur de l'habillement. Bien qu'elle ait montré des signes de fléchissement, la croissance robuste enregistrée en 2006 aux États-Unis a été un stimulant essentiel pour les exportations de la région, encore renforcé par la demande en hausse de l'Europe et du Japon. La situation était donc idéale, marquée par une demande forte de la part de tous les grands partenaires commerciaux traditionnels de la région.

15. La relance du Cycle de négociations de Doha pour le développement devrait être une priorité pour les pays de la région, qui ont déjà su tirer parti de la libéralisation des échanges pour développer leur économie. L'impasse actuelle est en partie responsable de la prolifération d'accords commerciaux bilatéraux et régionaux dans la région. Les 62 membres et membres associés de la CESAP sont actuellement parties à 62 accords commerciaux bilatéraux. Il existe en outre 11 accords commerciaux régionaux en vigueur, qui comptent en moyenne huit membres. La plupart de ces accords ont été signés après 2000 et représentent donc un phénomène nouveau pour la région. Cette prolifération n'en est pas moins une réalité et il serait utile pour tous les décideurs de la région, en particulier dans les petits pays, d'avoir une liste des points à examiner en vue à la fois de réduire les coûts et d'optimiser les bénéfices pour l'économie nationale. Figureraient dans cette liste les questions cruciales aux différents stades de la conception, de la négociation et de l'exécution des accords (voir l'étude 2007 sur la situation économique et sociale pour plus de détails). En règle générale, les décideurs devraient chercher à aligner autant que possible les accords préférentiels sur les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

## **II. PERSPECTIVES POUR 2007**

16. Pour les économies en développement d'Asie et du Pacifique, la croissance économique pour 2007 s'annonce dynamique et ininterrompue et devrait s'établir à 7,4 %, donc en dessous du niveau de 2006. La conjoncture extérieure devrait être moins favorable, essentiellement à cause du ralentissement de l'économie américaine, qui s'est manifesté plus clairement dans la seconde moitié de 2006, le relâchement de la demande de biens de consommation et le recul de l'immobilier se faisant ressentir. Le PIB devrait croître de 2,2 %, soit nettement moins qu'en 2006 (3,2 %). L'Union européenne devrait voir son activité ralentir légèrement et son PIB reculer de 2,7 % de croissance en 2006 à 2,4 % en 2007. Avec le recul de la demande américaine et européenne, la demande mondiale de produits électroniques devrait diminuer de manière modérée en 2007, ce qui pourrait affecter les perspectives pour l'Asie et le Pacifique. Dans l'intervalle, le relâchement des prix des produits de base, y compris du pétrole, aura du bon et du mauvais pour la région.

17. Avec l'affaiblissement de la conjoncture économique internationale, la dynamique de croissance de la région devrait être alimentée par la forte croissance de la Chine et de l'Inde, et la poursuite du redressement de la demande intérieure au Japon. Un rebond de la croissance économique dans les pays d'Asie du Sud-Est ajoutera à ce dynamisme. Prises ensemble, ces trois économies représentent plus de 60 % du PIB de la région et près de 45 % de ses importations, ce qui crée des possibilités considérables pour la région.

18. S'agissant des économies en développement de la région, l'inflation devrait s'établir à 3,8 %, un chiffre inférieur à celui de 2006. La baisse des prix pétroliers enregistrée depuis le milieu de 2006 devrait réduire la pression inflationniste, de même que la politique monétaire stricte appliquée dans la région tout au long de 2006 et l'appréciation des taux de change attendue en 2007. Même si certains gouvernements (en Inde, en Indonésie et en Malaisie) ont éliminé les subventions pétrolières, laissant les prix pétroliers à la pompe suivre les cours mondiaux, les pressions inflationnistes en résultant devraient rester modérées. Pour certaines économies d'Asie de l'Est et du Nord-Est (la Chine, Hong Kong (Chine) et la province chinoise de Taiwan), le resserrement du marché du travail et du marché foncier s'accompagnera de nouvelles difficultés, même si l'effet inflationniste devrait être en partie compensé par le resserrement de la politique monétaire et l'appréciation des taux de change.

19. Savoir gérer les taux de change sera le principal enjeu de 2007 en matière de politique macroéconomique. En 2006, malgré des interventions visant à les contenir, les taux de changes nominaux de presque tous les pays de la région, en particulier en Asie du Sud-Est et en Asie de l'Est, se sont nettement appréciés face au dollar des États-Unis. Ce phénomène devrait persister en 2007, le dollar poursuivant son mouvement de dépréciation du fait du déficit important des comptes courants américains, et les capitaux continuer d'affluer à cause de la conjoncture économique régionale favorable.

20. À en croire l'expérience de 2006, il sera de plus en plus difficile pour les autorités monétaires d'appliquer une politique monétaire indépendante en réponse aux chocs, tout en agissant sur les taux de change dans un contexte de balances des mouvements de capitaux toujours plus ouvertes. Sur les trois options qui se présentent (autonomie monétaire, taux de change cible ou convertibilité des capitaux), elles peuvent en retenir deux au plus, mais pas combiner les trois. La seule solution durable consiste à rechercher une plus grande flexibilité des taux de change, de manière à éviter un « pari à sens unique » encourageant davantage encore les arrivées de capitaux que la normale, puisque les marchés comprendraient ainsi rapidement que les devises peuvent circuler dans un sens comme dans l'autre. La crainte de voir la flexibilité des taux de change devenir une source d'instabilité et entraîner des coûts économiques importants peut s'expliquer en grande partie par le fait que, dans beaucoup de pays, les marchés des devises ne sont pas protégés contre les fluctuations des taux de change. Les



petits et moyens exportateurs, en particulier, ne savent pas utiliser les instruments permettant de se couvrir contre les risques de gestion. Il convient de prêter attention au développement de ces instruments, ainsi qu'au renforcement et à l'expansion des marchés financiers.

21. Le redressement attendu de la demande intérieure, notamment pour ce qui est des investissements dans les pays d'Asie du Sud-Est et de la consommation en Chine, devrait entraîner une diminution de l'excédent des comptes courants des pays asiatiques, cet excédent restant cependant élevé. La poursuite de l'appréciation des taux de change et la baisse de la demande mondiale de produits électroniques et de composants informatiques y contribuera aussi. On songe plus particulièrement à l'excédent de la Chine, qui devrait légèrement reculer du fait des mesures prises pour soutenir la consommation, réduire les subventions pétrolières et instaurer une plus grande flexibilité du taux de change.

22. Les prévisions concernant les performances économiques de la région en 2007 sont plutôt bonnes mais, à plusieurs égards, une dégradation de la situation n'est pas à exclure. Ainsi, on ne peut ignorer la possibilité d'un choc pétrolier côté offre ou d'un ajustement chaotique des déséquilibres mondiaux. Il faudrait alors réviser le pronostic de départ dans le sens d'une dégradation de la situation. Un choc pétrolier pourrait déclencher de nouvelles augmentations des cours mondiaux du pétrole, avec un impact négatif sur la croissance économique prévue, l'inflation et la balance des comptes courants. Comme les capacités disponibles sont encore faibles, une perturbation même mineure de la production ou une nouvelle escalade des problèmes de sécurité au Moyen-Orient pourrait faire passer les prix pétroliers au-dessus du chiffre de référence. Le creusement des déséquilibres mondiaux est une autre source de préoccupation. Le déficit des comptes courants américains s'est aggravé de 100 milliards de dollars en 2006. Il est financé par les pays dont les comptes courants sont excédentaires, mais cet excédent est de plus en plus le fait de quelques pays: l'Allemagne, la Chine, le Japon et les pays exportateurs de pétrole. Un règlement anarchique des déséquilibres mondiaux enclencherait une dépréciation brutale du dollar des États-Unis et une augmentation subite des taux d'intérêt. Il s'ensuivrait une récession mondiale, avec de graves conséquences pour l'Asie et le Pacifique.

23. Au sein de la région, le risque vient aussi des deux pays économiquement les plus importants. Le redressement durable de l'économie japonaise dépend de l'assainissement en cours des finances publiques, nécessaire pour régler le problème de l'augmentation rapide de la dette intérieure. Toute perturbation du processus risquerait d'affecter la confiance des consommateurs et les dépenses des ménages et, par voie de conséquence, le redressement du pays. S'agissant de la Chine, on a vu plus haut que la croissance spectaculaire des investissements fait craindre une « surchauffe ». Étant donné l'importance croissante des liens intrarégionaux dans le cadre du commerce et des investissements, un ralentissement brutal au Japon ou en Chine pourrait s'avérer néfaste pour l'économie d'autres pays asiatiques.

### III. QUESTIONS ET ENJEUX DE POLITIQUE GÉNÉRALE

#### A. Prix pétroliers

24. Le caractère élevé et fluctuant des prix pétroliers a été l'une des principales difficultés rencontrées dans la gestion macroéconomique de la région en 2006. La cherté du pétrole a entraîné des pressions inflationnistes, affecté les balances des comptes courants et grevé les réserves en devises de plusieurs pays. Le prix du pétrole a atteint en 2006 des niveaux records, franchissant largement la barre des 70 dollars le baril au début d'août 2006, sous l'effet de la situation géopolitique au Moyen-Orient. En termes réels, le record précédent, atteint lors du choc pétrolier de 1979-1980, a été dépassé.

25. Toutefois, après août 2006, la tension diminuant au Moyen-Orient, la saison des cyclones s'achevant dans le golfe du Mexique sans problème majeur et l'Europe et l'Amérique du Nord connaissant un hiver exceptionnellement clément, les cours pétroliers ont entamé un mouvement à la baisse. Il n'empêche que, vu l'instabilité politique au Moyen-Orient et ailleurs, on ne peut exclure de nouvelles perturbations de l'offre. S'y ajoute le fait que les capacités de production disponibles des grands producteurs de pétrole sont inhabituellement faibles. Il reste donc improbable que les cours pétroliers continuent de baisser jusqu'à leur niveau d'avant 2002, année où la hausse a commencé.

26. Pour l'instant, la hausse des prix pétroliers n'a pas empêché la croissance régionale, soutenue par la fermeté des exportations, de fortes entrées de capitaux et une conjoncture économique mondiale favorable. Toutefois, le ralentissement de l'économie américaine et le déclin de la demande mondiale de produits électroniques pourraient modifier la donne en 2007. Une nouvelle envolée des cours mondiaux du pétrole aurait des répercussions néfastes sur la croissance économique régionale, l'inflation et les balances des paiements courants. Pour les économies d'Asie et du Pacifique tributaires du pétrole, l'impact serait beaucoup plus prononcé que pour les pays industriels. Il ressort des simulations faites par la CESAP que, concernant l'Asie émergente, une augmentation durable de 10 % des prix pétroliers aurait pour effet une réduction de 0,16 point de pourcentage de la croissance. Les Philippines, Singapour et la Thaïlande seraient le plus durement touchées, ayant une intensité pétrolière relativement élevée. De plus, l'inflation des prix à la consommation serait supérieure partout, mais avec des conséquences plus graves en Inde, en Thaïlande, aux Philippines et en Malaisie. Les balances des comptes courants se détérioreraient, en particulier dans la province chinoise de Taiwan, à Hong Kong (Chine) et en République de Corée. En moyenne, dans les pays émergents d'Asie, le PIB perdrait 0,31 point de pourcentage.

#### B. Faiblesse de la demande intérieure

27. Ces dernières années, la relative faiblesse de la demande intérieure dans les économies de l'Asie de l'Est a donné lieu à deux types de préoccupations qui ne sont pas étrangères l'une à l'autre. D'une part, l'on voit dans le défaut de demande intérieure une des causes premières de l'accentuation des déséquilibres mondiaux. D'autre part, le déclin de la demande intérieure en Asie de l'Est a fait que les pays concernés ont eu davantage recours aux exportations pour stimuler la croissance

économique. Étant davantage tributaires des exportations, ces pays se trouvent exposés au risque important d'un recul de la demande extérieure, un risque toutefois moindre pour un pays qui s'appuie davantage sur la demande intérieure, comme l'Inde.

28. Les investissements sont le principal élément ayant contribué au recul de la part de la demande intérieure totale dans les pays d'Asie de l'Est touchés par la crise, tandis que la consommation est restée plutôt stable pendant cette période, sauf en République de Corée. Les pays épargnés par la crise, Chine exceptée, ont aussi vu la part des investissements dans le PIB diminuer. Sauf dans le cas de la province chinoise de Taiwan, cette diminution s'explique par une chute importante de la part des investissements privés dans le PIB, qui n'a pas retrouvé son niveau d'avant la crise. En revanche, la part des investissements publics est demeurée relativement constante. Les investissements privés ont été le plus durement touchés en Indonésie – leur part a diminué de près de moitié à la suite de la crise –, suivie par la Thaïlande et la Malaisie.

29. De nouvelles réformes financières s'imposent pour promouvoir les investissements privés en Asie de l'Est. Même si des progrès notables ont été réalisés dans le renforcement des systèmes financiers après la crise de 1997<sup>1</sup>, il est possible d'en faire plus pour garantir aux investisseurs soucieux de saine gestion un accès au crédit. À cet égard, des réformes sont essentielles selon deux axes. Premièrement, il faut donner la priorité à la mise en place d'un meilleur système de gestion du risque de sorte que les banques n'aient plus à recourir à un excès de prudence dans l'octroi de prêts destinés à des investissements. Deuxièmement, pour freiner la croissance excessive du crédit à la consommation, les autorités de ces pays devraient adopter des normes prudentielles en matière de délivrance de cartes de crédit, fondées sur le revenu du détenteur et le remboursement minimum. La création de services de conseil et de gestion de la dette pour les particuliers pourrait aussi contribuer à une nouvelle et plus efficace répartition du crédit. De plus, les marchés des capitaux devraient être développés comme source alternative de fonds pour les investisseurs. Enfin, les gouvernements devraient prendre des mesures supplémentaires pour créer un climat favorable aux investissements privés.

### **C. Vulnérabilité économique**

30. Au milieu de 2006, les marchés boursiers d'Asie et du Pacifique ont connu leur chute la plus brutale depuis 2004. Les cours ont continué à baisser en mai et juin, accusant le plus gros recul mensuel depuis septembre 2002. Après un bref répit à la fin de juin, l'agitation a de nouveau saisi les marchés en juillet. Tous les pays de la région ont été touchés et ont essuyé une contraction record des cours pour l'année 2006. Ces tumultes boursiers ont marqué la fin d'une période de croissance soutenue des valeurs financières.

---

<sup>1</sup> Après la crise, les institutions financières plus faibles ont été isolées des institutions plus saines, lesquelles ont pris des mesures prudentielles strictes pour assurer une supervision conforme aux normes internationales. De plus, on a décidé de mesures visant à aider à la recapitalisation des banques et des institutions financières. Actuellement, le coefficient de solvabilité est largement supérieur à 8 % (norme internationale). Le coefficient des prêts improductifs par rapport au total des prêts des banques commerciales est de loin inférieur à ce qu'il était au moment de la crise.

31. L'agitation boursière a repris ces derniers mois et on ne peut exclure d'autres turbulences dans les mois à venir, de même qu'on ne peut exclure de nouvelles augmentations des taux d'intérêt dans les pays développés, en particulier aux États-Unis, dans la zone euro et au Japon, si l'inflation y donne des signes d'accélération. De nouvelles hausses des prix pétroliers pourraient susciter ce genre de mesure. Une aggravation soudaine des déséquilibres mondiaux menant à une forte dépréciation du dollar des États-Unis enclencherait aussi des augmentations significatives des taux d'intérêt. Il pourrait s'ensuivre un ralentissement de l'économie mondiale et une contraction des économies asiatiques, qui subiraient une réduction de la demande de leurs exportations. Tous ces facteurs pourraient réduire l'intérêt des investisseurs pour les actifs financiers asiatiques. L'effet de choc et de régression risquerait d'être encore amplifié par une réaction de panique des investisseurs et, par contagion, par des sorties d'investissements de portefeuille dans d'autres pays.

32. Le caractère actuellement incertain des marchés financiers appelle un suivi attentif de la vulnérabilité économique des pays de la région de sorte que tout signe de danger soit détecté le plus rapidement possible. Le seul indicateur de croissance économique peut être trompeur car une croissance dynamique peut masquer une vulnérabilité économique allant s'accumulant et induire les décideurs à la passivité. Ainsi, la crise financière qui a frappé l'Asie de l'Est en 1997 avait été précédée, dans les pays touchés, par une période de croissance forte. Dans les pays non touchés, en revanche, la croissance a été solide et aucun signe particulier de vulnérabilité économique n'a été constaté.

33. Pour évaluer la vulnérabilité globale d'un pays face à une crise monétaire provoquée par le renversement soudain des flux de capitaux, la CESAP a mis au point un indice composite de vulnérabilité qui couvre neuf pays émergents d'Asie et du Pacifique pour lesquels des données sont disponibles: cinq pays d'Asie de l'Est affectés par la crise de 1997 (Indonésie, Malaisie, Philippines, République de Corée et Thaïlande) et quatre autres pays émergents (Chine, Fédération de Russie, Inde et Pakistan). Cet indice combine trois facteurs de vulnérabilité face aux crises: l'insuffisance des réserves en devises au regard de la dette à court terme, l'expansion excessive du crédit intérieur privé et l'appréciation réelle des taux de change. Dans la période précédant la crise financière de 1997, il a montré une tendance persistante à la baisse dans tous les pays touchés ensuite par la crise; il a atteint son plus bas niveau en 1997, au moment où la crise a commencé et s'est propagée. En revanche, les pays qui n'ont pas été affectés par la crise, tels que la Chine, l'Inde et le Pakistan, n'ont pas vu leur indice composite baisser.

34. À l'exception de la Malaisie, les pays d'Asie de l'Est affectés en 1997 montrent de nouveau des signes de vulnérabilité en 2006. Ils ont été moins fragilisés par la crise financière de 2000-2004 qu'au milieu des années 1990, comme l'indique la tendance haussière de l'indice composite de vulnérabilité. Toutefois, cette tendance s'est récemment renversée et mérite un examen plus attentif. Deux facteurs en sont responsables: l'appréciation des taux de change réels, les flux de capitaux

entrants à court terme provoquant l'appréciation des taux de change nominaux, et la répercussion du renchérissement du pétrole sur les biens destinés à la consommation intérieure, qui ajoute aux pressions inflationnistes.

#### **D. Problèmes structurels**

35. Pour maintenir une croissance élevée dans la région, il faut non seulement que des politiques macroéconomiques saines soient poursuivies, mais que des mesures soient prises pour trouver une réponse aux problèmes structurels susceptibles d'entraver la croissance et le développement à l'avenir. À cet égard, il est sans doute plus aisé d'agir sérieusement au niveau politique et institutionnel lorsque la conjoncture économique est bonne. Ces problèmes structurels sont de trois ordres.

36. Premièrement, l'intense activité économique à l'origine de la croissance élevée a aussi engendré une situation qui fait que la région assume une part de plus en plus grande des problèmes environnementaux régionaux et mondiaux liés à la production. On peut voir que, sauf mesures urgentes en direction de la « croissance verte », la pression sur l'environnement due à la production limitera le potentiel de croissance de la région.

37. Deuxièmement, le déclin rapide de la fécondité et la prolongation de l'espérance de vie à la naissance enregistrés dans plusieurs pays d'Asie du Sud-Est et dans d'autres pays en développement de la région font qu'un « créneau démographique » est en train de s'ouvrir, chance historique unique de dynamiser la croissance économique. La croissance remarquable des pays de l'Asie de l'Est entre les années 1960 et 1990 s'explique partiellement par la faculté qu'ils ont eu d'exploiter ce « dividende démographique ».

38. Troisièmement, contrairement à l'opinion communément admise, les faits donnent à penser que la pauvreté urbaine est bel et bien endémique en Asie et dans le Pacifique et progresse rapidement. De fait, dans beaucoup de pays, elle semble aussi grave, sinon plus, que la pauvreté rurale en termes d'incidence et de degré.

#### **E. Croissance verte**

39. La contribution de l'Asie et du Pacifique au PIB mondial ne fait que s'accroître depuis 10 ans. Étant devenue un centre de production mondial, les pays en développement de l'Asie et du Pacifique assument une part grandissante des problèmes environnementaux régionaux et mondiaux. De fait, dans plus de la moitié des pays de la région, les pressions exercées par la consommation, telles que mesurées par l'empreinte écologique, sont déjà trop grandes par rapport à la surface bioproductive (patrimoine naturel productif) par habitant. Si l'on n'agit pas au niveau national, ce problème finira par avoir des effets sur la croissance économique.

40. Par le passé, la gestion de l'environnement a essentiellement consisté à améliorer la performance environnementale grâce au contrôle et à la réglementation de la pollution et des effluents issus des processus de production. La réglementation environnementale demeure un élément

nécessaire à la croissance verte, en particulier pour ce qui concerne la lutte contre la pollution. Toutefois, il faut mettre en place un ensemble plus large de politiques, d'instruments économiques et de pratiques de gestion pour modifier fondamentalement les modes de consommation et de production.

41. Les pays de la région ne pourront adopter de stratégie de croissance verte sans disposer d'indicateurs d'efficacité permettant d'évaluer le mode de croissance économique du pays, de mesurer les résultats des politiques visant à promouvoir l'efficacité et de comparer les mesures prises par les différents pays.

#### **F. Récolter le « dividende démographique »**

42. Au cours des cinquante dernières années, la fécondité a considérablement diminué en Asie, passant de 6 enfants par femme dans la période 1950-1955 à 2,4 enfants par femme en 2000-2005. Pendant la période qui a précédé le déclin de la fécondité, la mortalité a reculé tout aussi remarquablement, dans un premier temps essentiellement chez les jeunes. Cet enchaînement du recul de la fécondité et de la mortalité a déséquilibré la pyramide des âges en faveur des catégories d'âge plus jeunes. Avec le temps, ce renflement de la pyramide des âges s'est déplacée vers le haut, produisant une importante population active, avec peu d'enfants et de personnes âgées à charge. L'expansion de la population active et les économies réalisées grâce au rapport de dépendance moindre vont donner, pour les pays de la région, un élan sans précédent aux investissements et à la croissance. C'est là une chance qui ne se présente qu'une fois dans la durée d'une vie humaine et disparaît en une génération, après quoi la population vieillit à nouveau et le taux de dépendance augmente.

#### **G. Pauvreté urbaine**

43. Au cours des 30 dernières années, beaucoup de centres urbains d'Asie et du Pacifique et leur zone périurbaine ont servi de moteur à la croissance économique. Dans le même temps, quelque 571 millions de personnes vivent dans des taudis – soit plus de la moitié des habitants de taudis de la planète – et subissent l'effet cumulé de la surabondance de main-d'oeuvre, d'un statut d'occupation incertain, d'infrastructures de mauvaise qualité, de la pollution et du surpeuplement. Si ces problèmes ne trouvent pas de solution, la croissance économique sera neutralisée par le coût croissant qu'il y aura à assurer le fonctionnement des centres urbains, ce qui mettra les objectifs du Millénaire pour développement un peu plus hors de portée pour beaucoup de pays d'Asie.

44. Les bidonvilles, sites matériellement et institutionnellement sous-équipés où habitent la plupart des pauvres des villes, sont associés pour leurs habitants à des problèmes multiples, qui trouvent leur expression dans la définition la plus communément donnée du bidonville, à savoir des logements caractérisés par un ou plusieurs des défauts suivants: absence d'eau, absence d'assainissement, surpeuplement, non-durabilité du bâti et droit d'occupation incertain. Au coût

nettement plus élevé de la vie en ville, en particulier sur le plan du logement, s'ajoutent la pression psychosociale de l'économie monétaire urbaine, la vulnérabilité des citoyens pauvres face aux catastrophes naturelles et à la violence interpersonnelle, la pollution et ses risques pour la santé, plus élevés en ville qu'à la campagne; on comprend donc que les habitants de bidonvilles connaissent des problèmes particuliers, qui exigent des politiques adaptées.

#### **IV. DISCRIMINATION FONDÉE SUR LE SEXE**

45. L'inégalité entre les sexes, qui se traduit par des restrictions imposées aux choix, aux perspectives et au taux d'activité des femmes, est monnaie courante dans de nombreuses parties du monde. Elle est très présente en Asie et dans le Pacifique, malgré les efforts déployés aux niveaux tant national que mondial pour réduire les disparités entre hommes et femmes. Certains aspects de la discrimination fondée sur le sexe sont le produit dérivé de coutumes et de pratiques culturelles anciennes, mais l'absence d'un environnement institutionnel propice à l'égalité entre les sexes, notamment sous forme d'appui juridique, peut contribuer à la perpétuation de la discrimination. Celle-ci est socialement structurée et les lois, politiques et pratiques ont une forte incidence, directe et indirecte, sur la discrimination à l'égard des femmes.

46. S'agissant de l'Asie et du Pacifique, la discrimination est la plus visible dans le domaine de l'accès à l'éducation et aux services de santé, aux moyens économiques et à la vie politique. Dans certains pays de la région, elle peut être si prévalente que le nombre de filles inscrites à l'école primaire est inférieur de 26 % au nombre de garçons inscrits. Cette disparité se retrouve dans l'accès aux services de santé, ce qui se traduit par la détérioration du ratio hommes/femmes dans la population, notamment en Asie du Nord et en Asie centrale, ainsi qu'en Asie du Sud et dans les îles du Pacifique. Dans certains pays, 1 enfant sur 10 meurt avant d'avoir atteint son premier anniversaire et 1 femme sur 50 meurt durant la grossesse ou l'accouchement, et ce malgré le fait que, dans l'ensemble, les services de santé et les techniques médicales sont devenus meilleurs, mêmes dans les pays pauvres. Dans le même temps, la violence à l'égard des femmes continue, ce qui montre à quel point elles sont réduites au silence, que ce soit au foyer ou au niveau national.

47. La discrimination fondée sur le sexe ne va pas sans coûts manifestes, d'ordre économique et social. N'ayant pas accès à l'éducation et aux services de santé, les femmes et les filles sont aussi empêchées de participer pleinement au marché du travail et au développement du capital humain, ce qui n'est pas sans conséquences sur la croissance économique et le bien-être individuel. Ces chances qui échappent aux femmes se ressentent aussi au niveau intergénérationnel dans la mesure où la santé, l'éducation et le bien-être des enfants en pâtissent. Le silence imposé aux femmes et leur impuissance à défendre leurs droits peuvent faire qu'elles se retrouvent privées de ressources et que la voie de la participation économique et sociale leur soit barrée. La violence et les sévices infligés aux femmes comportent un coût psychologique à long terme, susceptible d'affecter la confiance de la femme en soi et ses capacités, et ont de ce fait, directement et indirectement, un coût économique et social.

Il ressort des estimations de la CESAP que la région perd chaque année entre 42 et 47 milliards de dollars à cause des seules restrictions imposées à l'accès des femmes au marché du travail. Les inégalités entre les sexes dans le domaine de l'éducation coûtent aussi à la région entre 16 et 30 milliards de dollars par an.

48. En éliminant ces inégalités, on améliorerait forcément les choses de manière tangible, non seulement pour les individus, mais aussi pour la société dans son ensemble. L'élimination de la discrimination et la réalisation de l'égalité supposent une évolution au niveau du foyer, de la société et du pays tout entier. Ainsi, l'intégration de la dimension sexospécifique dans les politiques et programmes des pouvoirs publics pourrait amener un rééquilibrage. Les actions qui pourraient aider à réduire la discrimination et à réaliser l'égalité entre hommes et femmes sont notamment a) le renforcement de l'accès des femmes et des filles aux ressources sociales, telles que l'éducation et les services de santé, b) le renforcement de la participation des femmes à la vie économique, c) le renforcement de l'accès aux ressources matérielles, d) l'autonomisation de la femme, et e) l'écoute de ce que les femmes ont à dire.

49. L'impossibilité pour les femmes et les filles d'accéder à des ressources sociales telles que les services de santé et l'éducation est l'un des facteurs clés entraînant le grand déséquilibre entre les sexes observé dans la santé et l'éducation, en particulier dans les pays d'Asie du Sud. Cela s'explique tant par les restrictions imposées aux femmes que par l'absence d'institutions et de ressources. Il faut trouver des solutions à ces deux problèmes pour pouvoir éliminer la discrimination.

50. Le renforcement de la participation des femmes à la vie économique se justifie par des considérations d'ordre tant économique que social. Les restrictions directes et indirectes imposées aux femmes par les employeurs, le milieu de travail, les politiques des pouvoirs publics, les attitudes culturelles et la nécessité constante de trouver un équilibre entre travail et vie familiale chassent les femmes du marché de l'emploi. Des politiques nouvelles en matière d'emploi des femmes et une évolution des mentalités sont nécessaires si l'on veut encourager les femmes à être économiquement actives.

51. Outre qu'il est essentiel à la liberté de choix des femmes, l'accès aux ressources matérielles (la terre, le logement et le crédit) est aussi déterminant dans la possibilité qu'elles ont de se faire entendre. Comme noté plus haut, la tradition et la loi limitent le droit de propriété des femmes, notamment sur la terre et le logement. Ces limitations imposées par la tradition découlent de l'idée que les avoirs détenus par une femme sont en quelque sorte aliénés et perdus au profit d'un tiers quand elle se marie. Il faut absolument que la société revoie la distinction qu'elle fait entre filles et garçons si l'on veut changer la manière dont les préjugés contre les femmes jouent en matière de droit de propriété.

52. Le fait que la discrimination commence au sein de la famille renforce l'argument voulant que la famille soit placée au centre de l'effort visant à réaliser l'équilibre entre les sexes. Cet équilibre



progressant avec le temps, l'effort aura ensuite des répercussions sur l'ensemble de la société. En réduisant la discrimination au sein du foyer, les hommes peuvent jouer un rôle important dans l'autonomisation des femmes et faire d'elles des égales, que ce soit en matière de transmission du patrimoine familial, d'accès aux services de santé et à l'éducation, de répartition de la nourriture, de violence ou de participation aux décisions concernant la famille. Les attentes de la société doivent évoluer pour que changent l'attitude des hommes à l'égard des femmes et des filles; il faut pour cela que la société civile joue un rôle moteur.

53. En donnant plus de possibilités aux femmes de se faire entendre, on contribue efficacement à réduire les inégalités entre les sexes. Pour ce faire, il faut que les mentalités changent, ce qui peut notamment se faire par l'éducation. Des pères, maris et frères instruits sont plus susceptibles de traiter filles, femmes et soeurs en égales. Une femme instruite est mieux armée pour obtenir d'être représentée à égalité, y compris chez elle. Les facteurs culturels peuvent aussi être pris en compte de manière souple par l'éducation. À cet égard, la société civile devrait se montrer pionnière dans l'évolution des mentalités masculines, tandis que les gouvernements pourraient aider en éliminant les restrictions fondées sur le sexe en matière de recrutement dans les secteurs public et privé et de nomination dans les organisations de la société civile.

54. L'élimination des restrictions fondées sur le sexe en matière de participation des femmes à la vie parlementaire, à la fonction publique, à l'emploi dans le secteur privé et à la société civile, devrait être le premier pas vers une plus grande représentation des femmes à tous les niveaux. La discrimination positive, qui consisterait par exemple à prévoir des quotas de sièges réservés à des femmes dans les organes locaux et les parlements nationaux, mérite d'être envisagée quand les autres politiques se sont révélées inefficaces. Toutefois, il ne faudrait pas que les conditions imposées annihilent l'objectif visant à donner aux femmes la liberté de choix. Des femmes provenant de sociétés et de cultures différentes peuvent avoir des aspirations différentes et il convient de respecter cette diversité.

55. Il faut appeler d'urgence l'attention des décideurs sur la question de la discrimination fondée sur le sexe, car sa perpétuation entraînerait un coût économique et social énorme, pesant sur tous les citoyens. Il appartient à toutes les parties prenantes, y compris la société civile, le secteur privé et les milieux universitaires, de mettre cette question au premier plan des programmes de développement.

## **V. INTÉGRATION DES PAYS EN TRANSITION À L'ÉCONOMIE RÉGIONALE ET MONDIALE ET RÔLE DE LA CESAP**

### **A. Tendances macroéconomiques**

56. La conjoncture internationale favorable, marquée notamment par une croissance économique mondiale dynamique, un commerce actif, la bonne tenue des cours des produits de base et un financement international peu onéreux, a contribué à la bonne performance des pays à économie en transition d'Asie et du Pacifique en 2005-2006, qui ont su ainsi s'intégrer davantage à l'économie

mondiale et régionale. Pour la huitième année consécutive, ces pays ont vu leur PIB augmenter; c'est là la plus longue période d'expansion continue depuis le début de la transition vers l'économie de marché, dans les années 1990. Le PIB a connu une croissance positive dans presque toute la région. De 2000 à 2005, la croissance moyenne annuelle du PIB se situait entre 5 % ou plus en Mongolie, au Cambodge, en République démocratique populaire lao, en Fédération de Russie et au Viet Nam et plus de 10 % en Arménie et en Azerbaïdjan. L'année 2006 a vu se répéter les bonnes performances de croissance des pays en transition. En Arménie, le taux de croissance a été de 13,4 %, grâce principalement au boom de la construction. La Géorgie et l'Ouzbékistan ont continué d'enregistrer une forte croissance, estimée à 7 %. Le PIB du Tadjikistan devrait avoir augmenté de 7 % et celui du Kirghizistan de 2,7 % – contre une croissance négative en 2005 –, grâce à de meilleurs résultats dans l'agriculture, la construction et le commerce. La Mongolie et le Viet Nam affichent aussi une expansion rapide, estimée à 7,5 % et 8,2 % respectivement.

### **B. Intégration par le commerce**

57. En 2005 et 2006, la République démocratique populaire lao, le Viet Nam et plusieurs pays d'Asie centrale ont continué à préparer leur accession à l'OMC. Le Viet Nam est le vingt-huitième pays membre de la CESAP à être devenu membre à part entière de l'OMC, qui compte désormais 150 membres et dont les règles couvrent 98 % des échanges mondiaux. La CESAP a oeuvré avec les gouvernements, les milieux d'affaires, les chercheurs et la société civile de tous ces pays pour renforcer leur capacité a) de réformer leur politique du commerce de façon à prendre en compte les intérêts de la société tout entière, b) de négocier, grâce à une meilleure compréhension du système commercial mondial et des incidences économiques et sociales des réformes adoptées, et c) d'assurer ensuite une application efficace des réformes.

58. Les pays en transition sont parties à plus de 20 accords commerciaux bilatéraux ou régionaux, dont certains datent du début ou du milieu des années 1990, mais dont seuls quelques-uns ont vraiment aidé à une augmentation des échanges ou une plus grande intégration des parties. Cela démontre qu'assurer l'accès aux marchés par des accords commerciaux, voire par l'accession à l'OMC, est souvent insuffisant comme moteur de l'expansion des échanges et de la croissance économique nationale. Si elle doit rester une priorité majeure, l'ouverture des marchés doit aussi s'accompagner d'un renforcement des capacités de production pour que le commerce puisse se développer de manière efficace et compétitive.

59. Le renforcement de la facilitation des échanges par l'introduction et l'adoption de procédures commerciales internationales simples, transparentes et efficaces est une condition préalable de l'essor des échanges et des avantages qui en découlent. À cet égard, on encourage actuellement la simplification, l'harmonisation et la normalisation des procédures et des documents en vue de réduire le coût et les délais des transactions commerciales internationales dans la région. La CESAP ne ménage aucun effort pour aider les gouvernements sur plusieurs fronts, notamment en ce qui concerne le renforcement des capacités institutionnelles, l'application du cadre pour la facilitation du commerce

et du modèle temps/coût-distance élaborés par ses soins et la formulation de plans d'action pour la réforme de la facilitation du commerce et des transports au niveau national, y compris dans le domaine des applications des technologies de l'information et de la communication.

60. Le développement des petites et moyennes entreprises (PME) demeure essentiel pour la croissance économique et sociale des pays en transition, dont le secteur des PME est souvent en train de naître. Le développement des PME est notamment fonction du développement des marchés financiers, de l'instauration d'une culture des affaires et de la capacité d'amener les investisseurs étrangers à co-investir avec les entreprises locales. Rien de tout cela n'est facile dans des pays dont l'économie est souvent essentiellement fondée sur les matières premières ou l'agriculture. Pour devenir plus compétitifs, ces pays doivent renforcer la capacité de leurs PME de pénétrer les marchés régionaux et mondiaux. C'est pourquoi la CESAP cherche à promouvoir des systèmes d'innovation infranationaux et à faciliter la mise en place de chaînes de production. De plus, elle organise chaque année un forum des entreprises de l'Asie et du Pacifique pour faciliter les contacts entre les principaux acteurs du développement, les gouvernements et les milieux d'affaires et renforcer la responsabilité sociale des entreprises.

### **C. Intégration par les TIC**

61. Au Sommet mondial sur la société de l'information, les TIC ont été reconnues au plus haut niveau politique comme étant un instrument puissant de développement durable, y compris pour ce qui était de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Pour les pays en transition, les TIC représentent aussi une occasion de mieux s'intégrer au développement régional et mondial. Ces pays ont donc tous entrepris de donner suite aux conclusions du Sommet avec pour objectif mettre en place la société de l'information. S'ils ne se sont pas encore dotés d'une stratégie nationale, ils se sont attelés à la tâche. Ils ont aussi renforcé leurs infrastructures TIC, avec pour résultat une meilleure pénétration technologique, en particulier dans le domaine de la téléphonie mobile et des applications utilisées par les administrations, les entreprises et le public. Toutefois, le degré d'accès aux TIC reste relativement faible et les pays ou les différents groupes sociaux sont encore séparés par une importante fracture numérique. Souvent, la stratégie nationale en matière de TIC ne s'accompagne pas d'un plan directeur ou d'un cadre réglementaire. Par ailleurs, la pénurie de ressources humaines et financières semble constituer le défi le plus important. À cet égard, les activités d'assistance du secrétariat portent avant tout sur le renforcement des capacités en matière d'élaboration de politiques dans le domaine des TIC et d'applications TIC, sous la forme notamment de la promotion de points d'accès aux TIC pour les communautés défavorisées et de la mise à disposition d'outils tels que les lignes directrices relatives aux applications TIC dans le contexte de la facilitation du commerce et des transports et de l'élaboration de plans d'action nationaux. Le Centre Asie-Pacifique de formation aux technologies de l'information et de la communication pour le développement, récemment créé, devrait aussi aider les pays en matière de renforcement des capacités, notamment sur le plan de la valorisation des ressources humaines.

#### **D. Exécution du Programme spécial pour les économies d'Asie centrale**

62. Depuis 1998, le Programme spécial pour les économies d'Asie centrale (SPECA) de l'ONU vise à aider les pays concernés<sup>2</sup> à coopérer davantage de manière à renforcer leur développement économique et à faciliter leur intégration à l'Asie et à l'Europe. Le programme est conjointement soutenu et mis en œuvre par la CESAP et la Commission économique pour l'Europe. Les domaines prioritaires de coopération sont les transports, l'eau et l'énergie, le commerce, les statistiques, les TIC et l'égalité entre hommes et femmes. Le programme de travail pour 2005-2006 représente un élan considérable. Actuellement, 14 projets bénéficient d'un financement assuré (notamment dans le cadre de la quatrième tranche du Compte de l'ONU pour le développement): transports (5), eau et énergie (4), commerce (2), statistiques (1) et TIC (2), pour un total d'environ 4 millions de dollars des États-Unis. On compte aussi trois projets dans le domaine du commerce, des statistiques et des TIC représentant environ un million de dollars, qui ont été approuvés dans le cadre de la cinquième tranche du Compte pour le développement. De plus, on organise chaque année dans le cadre du programme SPECA un forum économique à l'intention du secteur privé. En 2006, il a eu lieu à Bakou et a porté sur les questions énergétiques. En 2007, il comportera deux réunions, qui se tiendront à Almaty et à Berlin et traiteront de la promotion des investissements asiatiques et européens en Asie centrale, en particulier dans le secteur non pétrolier.

63. La Commission est invitée à formuler des recommandations à l'intention du secrétariat concernant les questions traitées dans le présent document.

- - - - -

---

<sup>2</sup> Afghanistan, Azerbaïdjan, Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, Tadjikistan et Turkménistan.